



**ΠΑ. ΣΟ. Κ.**

---

## ΠΑΝΕΛΛΗΝΙΟ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΟ ΚΙΝΗΜΑ

---

ΤΟΜΕΑΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΗΣ ΠΟΛΙΤΙΚΗΣ & ΔΙΕΘΝΩΝ ΣΧΕΣΕΩΝ

ΧΑΡΙΑ ΤΡΙΚΟΥΠΗ 50  
106 80 ΑΘΗΝΑ  
ΤΗΛΕΦ.  
FAX:

---

Αθήνα, 3 Μαΐου 2001

κ. Κώστα Σημίτη  
Πρωθυπουργό και Πρόεδρο  
του ΠΑ.ΣΟ.Κ.

### Σ Η Μ Ε Ι Ω Μ Α

Θέμα: Κείμενο της Κίνησης «Ευρωπαϊκής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας» για το Συνέδριο του Ε.Σ.Κ. στο Βερολίνο.

Ενόψει του 5<sup>ου</sup> Συνεδρίου του Ε.Σ.Κ., μέλη του Γαλλικού Σοσιαλιστικού Κόμματος κατέθεσαν ανεξάρτητο κείμενο στο Συνέδριο. Το κείμενο αυτό, που αναφέρεται στο μέλλον της Ε.Ε. και ασκεί έντονη κριτική στις αποφάσεις της Νίκαιας, κυκλοφόρησε και υπογράφηκε από Σοσιαλιστές Ευρωβουλευτές διάφορων χωρών (από τους ευρωβουλευτές του ΠΑ.ΣΟ.Κ. έχουν υπογράψει οι Γιάννης Κουκιιάδης και Γιάννης Σουλαδάκης).

Η πρωτοβουλία αυτή οδήγησε στη δημιουργία μιας κίνησης που ονομάζεται «Ευρωπαϊκή Σοσιαλιστική Δημοκρατία».

Το θέμα αυτό απασχόλησε σοβαρά το Ευρωπαϊκό Σοσιαλιστικό Κόμμα, το οποίο δεν αντιμετωπίζει θετικά την κίνηση αυτή. Η ηγεσία του Γαλλικού Σοσιαλιστικού Κόμματος μας ενημέρωσε ότι παρόλο που το εν λόγω κείμενο δεν την εκφράζει και ότι θα υποστηρίξει τη Δήλωση του Βερολίνου δέχεται να διανεμηθεί στους Συνέδρους.

Αποφασίστηκε το κείμενο αυτό να διανεμηθεί εκτός αιθούσης του Συνεδρίου.

Σας διαβιβάζεται αντίγραφο του κειμένου.

Παρασκευάς Αυγερινός

## INTRODUCTION

Les Congrès du Parti des Socialistes Européens n'ont jamais été jusqu'à présent le lieu de débats entre nous sur l'orientation politique de la social-démocratie européenne. C'est un fait que nous devons changer à l'occasion de notre congrès de Berlin. Car le Parti des Socialistes Européens se trouve aujourd'hui face à une impasse: nous ne sommes pas l'outil dont les peuples d'Europe ont besoin pour donner un sens démocratique et progressiste à la construction européenne.

La social-démocratie européenne est fortement attachée à l'intégration européenne. Pourquoi ? Parce que nous pensons que l'Europe est l'échelle pertinente d'une alternative à la mondialisation libérale et au modèle américain qui domine aujourd'hui la planète. Or, force est de constater que l'Union Européenne s'apparente chaque jour d'avantage à une vaste zone de libre-échange. Loin de renforcer les acquis de notre modèle social, elle est devenue un vecteur de la dérégulation libérale. Privé de légitimité populaire, le projet européen se trouve en crise. Et si certains en doutaient encore, l'échec du sommet de Nice en fournit le dramatique exemple.

Le PSE devrait donc être l'outil d'une réorientation de la construction européenne. Ce n'est malheureusement pas le cas. Car il ne s'est pas donné les moyens d'être un vrai parti européen qui dépasse la seule coordination des partis membres. Car il a de fait dérivé au cours des années vers la recherche d'une impossible équidistance entre socialisme et libéralisme. Cette orientation, dont la Troisième voie constitue la forme la plus accomplie, se traduit par un règne accru du marché, plus de précarité et d'inégalités. En conséquence, la ligne de partage entre socialisme et libéralisme ne passerait plus seulement entre la social-démocratie européenne et les conservateurs mais au sein même du PSE.

Absence de fonctionnement démocratique, soumission à l'idéologie libérale: le PSE d'aujourd'hui reproduit en son sein les dérives de la construction européenne alors même qu'il devrait les combattre.

Une telle évolution s'explique. Le cœur de l'identité social-démocrate européenne a été abandonné par ceux des nôtres qui ont repris des pans entiers de l'idéologie libérale. Ils nous demandent aujourd'hui de renoncer chaque jour, au nom de l'adaptation à la mondialisation, à la plupart des droits sociaux collectifs que nous avons construit en Europe face à la loi du marché.

C'est pourquoi la question sociale doit revenir au centre de notre action et constituer le moteur de la construction européenne. Il ne s'agit pas de nous contenter d'une politique de réparation et d'assistance aux plus pauvres mais de défendre les droits des travailleurs face au Capital, garantir le plein emploi et une protection sociale de haut niveau pour tous. C'est là que se concentre notre capacité à représenter une alternative au libéralisme et à reconquérir une adhésion populaire au projet européen.

L'exigence sociale ne sera entendue que si s'exprime sur tous les grands choix européens la force du suffrage universel. Europe sociale et Europe politique sont indissociablement liées. C'est pourquoi les socialistes et sociaux-démocrates européens doivent être les acteurs de la démocratisation d'institutions européennes à l'écart de toute souveraineté populaire. Nous voulons une véritable Constitution politique et sociale, forte de la participation de tous les peuples européens à travers un véritable processus constituant.

Ce sont cette nécessaire rupture avec l'idéologie libérale et la recherche d'une alternative sociale, démocratique et écologique qui représente un autre modèle de développement pour le monde que cette motion veut promouvoir au sein du PSE. Notre texte constitue un premier regroupement de responsables du mouvement socialiste et social-démocrate issus de plusieurs partis membres du Parti des Socialistes Européens. Celui-ci a bien entendu vocation à s'élargir car nous savons nos analyses partagées largement dans tous les partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe. Notre démarche a surtout pour objet de lancer un débat qui associe l'ensemble des militants. C'est à nos yeux une condition d'un cours nouveau dans la social-démocratie européenne sans lequel il n'y aura pas de cours nouveau pour l'Europe. Nous demandons donc à la direction du PSE d'organiser ce large débat et d'impulser la réforme nécessaire de nos statuts.

## I - L'EUROPE DANS L'IMPASSE

Sur une population mondiale de 6 milliards d'habitants, 2,8 milliards vivent avec moins de deux dollars par jour, dont 1,2 milliards avec moins de 1 dollar par jour. Les trois personnes les plus riches de la planète détiennent à elles seules un patrimoine équivalent au PNB de tous les pays les moins avancés et de leurs 600 millions d'habitants... La part du revenu des 20% les plus riches de la planète comparée aux 20% les plus pauvres, est passée de 30 contre 1 en 1960 à 78 contre 1 aujourd'hui.

Ces chiffres le montrent : dans les conditions du nouvel âge du capitalisme, la mondialisation renforce les inégalités. Elles se creusent partout : entre les Etats comme au sein des Etats eux-mêmes. Elles sont l'invariant d'échelle du nouvel âge du capitalisme.

Nous parlons d'un nouvel âge, car le capitalisme de notre époque est différent de celui dans lequel les partis socialistes et sociaux-démocrates européens se sont construits dans l'après-guerre. C'est un capitalisme financier car la globalisation financière le domine. C'est un capitalisme transnational, qui exploite les moindres différences de coût et de ressources entre Etats, poussant à l'ajustement à ses conditions sans contrepartie ni négociation.

**Ainsi, le capitalisme financier transnational réussit progressivement à s'émanciper des normes collectives économiques, sociales et juridiques, qui fondent l'existence des collectivités politiques démocratiques.** Les responsables politiques ne semblent pas avoir d'autre choix que de se soumettre au système pour tenter d'en tirer le meilleur parti. La déréglementation sur les marchés financiers bat son plein et le capitalisme financier transnational tend à remettre en cause l'ensemble des normes sociales en jouant de la mobilité accrue du capital.

Cette évolution essentielle conduit inéluctablement à une **remise en cause des conditions politiques qui ont fondé la social-démocratie européenne dans ce siècle.** Confrontée à un capitalisme national, c'est dans la lutte nationale pour les droits sociaux que la social-démocratie a construit son autorité et son influence. C'est grâce au suffrage universel qu'elle a pu faire progresser ses idées et mettre en place des réformes. **Un tel ordre est dorénavant ébranlé par la domination du capitalisme financier transnational de notre époque.**

Au plan européen, ce changement explique que l'idée initiale que l'Europe politique et sociale découlerait de l'intégration économique est vouée à l'échec. Le pari de l'acte unique comme du traité de Maastricht ont échoué. La politique européenne des gouvernements socialistes et sociaux-démocrates est dans l'impasse. Rien n'illustre mieux cette impasse à laquelle conduit la dérive du cours de la construction européenne que le sommet de Nice, qui a donné le triste spectacle du retour aux égoïsmes nationaux et de l'incapacité des Européens à se retrouver autour d'une vision commune.

Nice entérine le retour des pires tentations en Europe : opposition entre " grands " et " petits " pays, affaiblissement de la relation franco-allemande, construction européenne réduite à l'intergouvernemental. Nice a ajouté de la complexité aux institutions européennes sans en améliorer l'efficacité. Il a accru leur opacité pour les citoyens. Envisager l'élargissement dans les seules conditions de Nice serait vouer l'Europe des 27 à n'être qu'une zone de libre échange.

Nice tourne le dos à l'Europe que nous voulons. Nice, c'est moins d'Europe, alors que les réponses à apporter aux attentes des peuples et aux revendications du mouvement social européen appellent plus d'Europe. **C'est pourquoi il ne faut pas en rester là.**

L'échec de Nice n'est pas un effet du hasard, un dysfonctionnement ou une faiblesse momentanée. Il s'inscrit dans la droite ligne de la stratégie libérale qui a triomphé à Amsterdam : le démantèlement des États Nations au nom du dépassement des frontières pour les marchandises et le capital, sans en contrepartie faire naître un espace européen de régulation politique et sociale, capable d'impulser des politiques au nom des peuples, des habitants et de l'intérêt général. C'est avec cette logique que les socialistes européens doivent résolument rompre.

## II - LE PROJET DES SOCIALISTES EUROPÉENS

### 1. - Priorité à la construction de l'Europe sociale

En dépit de l'amélioration de la conjoncture économique européenne, le chômage demeure à un niveau beaucoup trop élevé et les inégalités ne cessent de s'accroître : inégalités dans la répartition des richesses et des revenus, précarité du travail, différences inacceptables entre hommes et femmes, inégalités préoccupantes entre Europe de l'Est, Europe Occidentale et Europe du Sud.

Alors que pour les citoyens européens, la résorption de ces inégalités est la priorité, la politique économique européenne privilégie la stabilité des prix et l'obsession de la réduction des déficits, tandis que les politiques sociales, emportées par le vent du workfare, restreignent la solidarité et frappent durement les citoyens les plus fragiles. L'Europe des socialistes et sociaux-démocrates doit bien être celle qui assure le plein emploi et garantit un haut niveau de protection sociale (santé, retraite, maladie,...).

#### a) Pour le plein emploi, la croissance et la redistribution

Une politique économique centrée sur l'objectif d'une croissance durable et d'un retour rapide à un plein emploi de qualité doit être mise en œuvre. Les européens constatent partout une progression de la précarité tandis que le chômage et le travail à temps partiel restent à un niveau très élevé malgré une conjoncture économique favorable.

Les politiques budgétaires des États membres doivent être mieux coordonnées pour stimuler la demande et la création d'emplois. Le budget européen doit augmenter progressivement et significativement afin d'impulser des politiques efficaces en faveur de l'emploi et de la cohésion sociale. La BCE doit se voir impérativement fixé comme objectif la croissance et l'emploi en plus de la stabilité des prix, faute de quoi cette instance indépendante risque de compromettre les efforts déployés pour lutter contre le chômage. L'Europe doit affirmer la priorité au plein emploi pour un programme d'action destiné à relancer l'investissement, la demande intérieure, favoriser la recherche et l'innovation.

#### Nous voulons :

##### - Ne pas renoncer à l'objectif du plein emploi :

\* mise en oeuvre de critères de réduction du taux de chômage d'une part, de pauvreté d'autre part, à égalité avec les autres critères de convergence de l'Union Européenne Monétaire,

\* inscription dans les statuts de la Banque centrale Européenne de la croissance et de l'emploi en tant qu'objectifs,

##### - Une fiscalité européenne au service de la redistribution :

Il faut inverser le mouvement actuel qui impose le capital toujours moins et rééquilibrer la fiscalité en faveur du travail. La concurrence fiscale européenne fragilise le financement du système de protection sociale, réduit la taxation du capital et encourage dumping et délocalisations. Cette logique ne peut plus durer ; il faut :

- harmoniser les impôts sur les profits et l'ensemble des revenus du capital,
- diminuer le poids des impôts les plus injustes, en particulier la TVA
- instaurer une taxe sur les transactions financières,
- interdire les paradis fiscaux

##### - Développer des investissements de long terme :

Des politiques structurelles qui ne soient pas simplement une politique de la concurrence et de la déréglementation, une recherche dynamisée, et une politique industrielle au service du développement, sont le gage d'une croissance de long terme. Des politiques publiques coopératives et massives en faveur notamment des nouvelles technologies, outils d'aménagement du territoire et de développement social, sont à lancer d'urgence (feroutage, transports multimodaux, dépollution, etc).

## **b) Un Traité social**

Nous proposons un Traité social établissant des critères de convergence sociaux et un calendrier impératif pour :

- **La reconnaissance des droits sociaux fondamentaux** pour les salariés et les citoyens, qui déclinerait des principes de la nouvelle Charte en rédaction.

- **Des normes sociales communes harmonisant par le haut l'ensemble du système de protection sociale** (retraite, assurance maladie, assurance familiale, assurance chômage...)

- Une échéance pour atteindre un salaire européen unique. Pour amorcer cette convergence, on pourrait dès à présent établir un serpent « salaire minimum européen » qui, tenant compte des disparités nationales, rapprocherait peu à peu les niveaux vers celui le plus élevé. Ce qui a été possible pour les monnaies doit aussi l'être dans ce domaine.

- **Un progrès de la démocratie sociale :**

Les salariés de Renault Villevorde, de groupes comme Michelin ou ABB-Alstom, Mannesmann ont montré la nécessité de renforcer les capacités d'intervention des syndicats face aux décisions arbitraires, aux licenciements massifs et souvent abusifs, aux prises de bénéfices démesurées au détriment de l'emploi ou des travailleurs. C'est nécessaire pour garantir le droit syndical et ouvrir de véritables espaces de négociations sociales tant à l'échelle des entreprises qu'à celle des groupes européens ou transnationaux. Il faut donc de véritables comités d'entreprise européens.

Le traité social devra permettre d'enrayer la dégradation des conditions de travail et de vie des salariés de l'Union, clairement établie par l'étude récente de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (intensification du travail, harcèlement et violences, progression du nombre d'accidents du travail...).

## **c) Arrêt du démantèlement des services publics d'intérêt général**

Le service public n'est pas réductible à la dimension économique car il place au centre de son action non pas le consommateur mais le citoyen, qui a des préoccupations plus larges que la seule satisfaction de ses besoins économiques : cohésion sociale, aménagement du territoire.

Ce principe est attaqué au nom de la concurrence. De plus en plus de domaines sont retirés au service public et soumis aux règles de la concurrence sans prise en compte des besoins des citoyens (électricité, eau, courrier postal, télécommunications, transports collectifs...).

L'arrêt du démantèlement des services publics est plus que jamais d'actualité si l'on songe aux défis auxquels sont confrontés les européens (exclusion sociale, dislocation des territoires, développement et démocratisation des avancées technologiques...). L'archaïsme serait de livrer ces domaines à la rentabilité et au pouvoir du marché. C'est au contraire le moment d'affirmer la nécessité des services publics d'intérêts généraux et de protéger leur existence en interdisant leur suppression chaque fois que le secteur privé ne puisse pas garantir pour tous une prestation équivalente en coût et en qualité. C'est pourquoi nous demandons une directive cadre pour définir les services publics reconnus dans le Traité d'Amsterdam.

## **2. - L'Europe de la culture et de la connaissance**

L'accès à la culture, à l'information, à la connaissance est une condition de la liberté et de l'égalité des citoyens d'Europe. Les politiques européennes doivent donc viser à garantir cet accès à tous. Elles doivent ainsi assurer le pluralisme des cultures et des opinions, par la lutte contre la concentration dans le secteur de la communication et le soutien public à la création culturelle.

L'Union Européenne doit également s'attacher à permettre l'égal accès de tous à Internet.

Tous les citoyens d'Europe ont droit à un haut niveau de formation et de qualification, afin de permettre à chacun de participer aux changements technologiques et non de les subir. Une harmonisation par le haut des systèmes de formation devra être recherchée dans cette perspective d'une professionnalisation durable.

### 3. - L'Europe du développement durable

Vache folle, dioxine, OGM, pollutions urbaines, rivières et océans menacés, marée noire, dangers de l'énergie nucléaire, changements climatiques... Les risques, les nuisances, les déséquilibres planétaires ou locaux se multiplient et sont désormais perçus comme une menace réelle.

Face à la crise écologique, aujourd'hui le laisser faire libéral l'emporte. Le capitalisme répond à ces situations avec ses armes et ses méthodes : le tout marchand. Ainsi le principe "pollueur-payeur" connaît sa version libérale : tout s'achète et se vend, y compris les « droits à polluer ».

La lutte pour l'environnement, directement liée à la critique du modèle économique dominant et du mode de production qui est à la racine de la destruction de la nature, est une dimension nouvelle et essentielle du combat socialiste. L'objectif du développement durable fait ainsi le lien entre l'exigence écologique, la revendication de justice sociale et les besoins du développement humain, entre le court et le long terme.

Sans des signes forts d'un engagement européen massif en faveur du développement durable, la succession de directives inappliquées risque de se poursuivre sans que nous inversions la lente dégradation de la planète.

Pour cela nous proposons :

— La constitution d'un fonds européen pour des **grands travaux écologiques** (remise en état des fleuves, grands réseaux de fret par le rail, soutien aux technologies et énergies renouvelables). Ce fonds pourrait être financé par une écotaxe européenne payée par les pollueurs.

— la préparation d'une sortie à long terme des énergies non renouvelables et sources de pollution (effet de serre, déchets nucléaires) dès lors que des énergies non polluantes constitueront une alternative

— La réorientation de la politique agricole commune autour de deux objectifs principaux : le maintien des exploitations, l'amélioration de la qualité et du respect de l'environnement. L'élévation des standards de qualité, le renforcement des contrôles et la création d'une organisation indépendante de sécurité alimentaire avec de larges droits de contrôle doivent assurer une alimentation saine pour tous. Les critères des aides européennes devront être revus pour rompre avec le productivisme (aide à l'exploitation et non au volume de production, conditionnalité écologique).

— Le vote d'un **programme européen pluriannuel pour combattre l'effet de serre**, interdiction du commerce de « droits à polluer », la ratification rapide du protocole de Kyoto.

— L'édiction claire de grands objectifs environnementaux contraignants partout en Europe et dans tous les secteurs d'activité. A cette fin, un sommet européen exceptionnel pour le développement durable doit être réuni dès 2001.

### 4. - L'Europe pour un nouvel ordre mondial

L'Union européenne, pourtant première puissance commerciale mondiale, est aujourd'hui incapable de peser efficacement pour donner un cours nouveau à la mondialisation. Elle ne constitue pas le contre-poids nécessaire face à la domination sans partage de l'hyperpuissance américaine.

Avec grande mobilisation des syndicats, des ONG et des opinions publiques lors du sommet de l'OMC à Seattle, et plus récemment encore à Porto Alegre, le fatalisme n'est plus de mise, l'idéologie libérale n'est plus triomphante. **Une voix nouvelle, présentant une stratégie différente fondée sur un nouveau mode de développement, l'édiction de règles sociales et environnementales, peut désormais être entendu très largement sur la planète.**

Porteurs d'un réformisme radical, les Socialistes européens doivent désormais clairement s'engager :

- Pour **une taxation des mouvements des capitaux (de type taxe Tobin)**. Les ressources de cette taxe étant utilisées pour le développement du Tiers Monde, l'Europe instaurera cette taxe afin d'engager un mouvement pour sa généralisation

- Pour des **normes sociales mondiales contraignantes**, dont le respect, contrôlé et garanti par l'OIT, s'imposera dans tous les arbitrages mondiaux, avec une valeur juridique supérieure à celles du commerce.

- **L'annulation de la dette du Tiers Monde** doit ouvrir une nouvelle ère de coopération et de soutien au développement. Il faut imposer un changement complet de stratégie du FMI, réduire son influence et renforcer le rôle de l'ONU et du PNUED dans l'aide au développement. L'Europe elle-même doit accroître les crédits consacrés

aux pays en voie de développement les plus pauvres, en particulier en Afrique et rouvrir un débat public avec les ONG et les différents pays en vue de refonder complètement les accords de Lomé.

- Il faut **refuser l'élargissement des pouvoirs et des compétences de l'OMC** tant qu'une réorientation profonde n'a pu être obtenue en particulier avec l'édiction de normes sociales et environnementales contraignantes. On ne saurait accepter que les Etats ou les instances démocratiques de grands ensembles mondiaux se voient déposséder de leur capacité à défendre leur peuple au motif de la libre concurrence mondiale, c'est pourquoi nous revendiquons un contrôle citoyen parlementaire de l'OMC. Par ailleurs, il faut refuser tout net toute version relookée de l'AMI et l'accroissement sans fin de la sphère marchande à l'éducation, la santé, la culture, la brevetabilité du vivant.

### III - LE CADRE INSTITUTIONNEL : LA FEDERATION EUROPEENNE

Une autre Europe est possible. Nous venons d'en définir le contenu. Il implique des institutions politiques démocratiques indispensables pour imposer les régulations nécessaires.

**Il n'y aura pas d'Europe sociale sans Europe politique** et l'Europe politique ne résultera jamais spontanément de l'unification économique et monétaire. Le libéralisme économique qui s'est imposé dans la construction européenne a pour préalable le vide démocratique.

L'action pour créer un cadre de régulation démocratique, le combat pour redonner un pouvoir aux citoyens dans la sphère économique doit être l'objectif premier des socialistes. Notre objectif est clair : établir le primat du politique, la souveraineté populaire, le contrôle démocratique là où les prérogatives de l'Etat n'ont pas été transférées à des organes comptables devant les citoyens mais bel et bien abandonnées.

L'Europe doit désormais se doter d'une Constitution, qui restaure la décision démocratique et clarifie ce qui doit rester de compétence nationale ou régionale et ce qui doit être de compétence fédérale et fixer les structures d'une démocratie parlementaire au niveau européen.

**Le choix des socialistes doit être clair : celui d'une Europe fédérale et sociale, une Fédération européenne dotée d'institutions démocratiques légitimes et efficaces.** D'autant que l'élargissement de l'Union Européenne appelle son approfondissement par la construction d'une véritable Europe politique.

Ici, la méthode est décisive. Il ne peut s'agir de procéder à un énième rafistolage des institutions européennes résultant d'une conférence inter-gouvernementale. Autant que d'une Constitution, ce dont les Européens ont besoin c'est d'un processus constituant qui associe les citoyens, les acteurs politiques et institutionnels comme la société civile et les peuples d'Europe. L'instance la plus légitime pour préparer une Constitution en y impliquant les peuples, c'est **une Assemblée Constituante élue au suffrage universel**. Cette instance pourrait être le Parlement Européen éventuellement élargi aux représentants des Parlements Nationaux. Elle élaborerait un projet débattu au sein des Parlements nationaux, puis soumis à référendum dans l'ensemble des pays.

Certes, tous les Etats membres actuels ne suivront peut-être pas une telle démarche. Mais **le temps de la clarification est venu**. Soit nous sommes d'accord à 15 pour une nouvelle étape d'intégration politique et sociale, et nous devons en fixer rapidement les jalons avant l'élargissement. Soit des désaccords importants subsistent et il faut constituer un bloc moteur, **une avant-garde** susceptible de préfigurer l'espace politique fédéral, partageant la conviction que le projet européen c'est l'Europe politique et sociale à l'inverse d'une Europe à la carte ou des cercles concentriques, c'est-à-dire résignée à demeurer une Europe à plusieurs vitesses. Cette fédération, ouverte à tous ceux qui voudraient la rejoindre, donnerait un cœur politique à la grande Union à 27 ou à 30, celle qui aurait du voir le jour après la Chute du mur de Berlin.

Si nous voulons de la lisibilité et de l'efficacité, les institutions doivent être claires car les citoyens doivent savoir qui décide. Nous proposons une Fédération Européenne dotée d'une **Constitution qui proclame :**

- en préambule une Charte des droits fondamentaux, plus ambitieuse que celle qui vient d'être adoptée, notamment en ce qui concerne le droit au travail et au logement,
- un **Parlement souverain** qui vote les lois et le budget européen, seule institution européenne élue au suffrage universel, il doit être doté d'un pouvoir législatif de plein exercice,
- une seconde chambre représentant les Etats membres,

- un gouvernement européen investi par le Parlement Européen devant lequel il est responsable.

De plus, il faudra bien répondre d'une façon ou d'une autre à ceux qui demandent **un contrôle démocratique de la Banque Centrale Européenne** pour arbitrer et fixer le cap de la politique économique européenne. Les récents déboires de l'Euro doivent en effet conduire ceux qui prônaient une très stricte indépendance de la BCE à la réflexion.

#### IV - POUR UN VRAI PARTI SOCIALISTE EUROPEEN

Pour porter un projet social européen, pour faire vivre les solidarités, il faut une mobilisation des Européens. Pour réaliser ce changement fondamental, le Parti des Socialistes Européens a un rôle essentiel à jouer, pourvu qu'il cesse d'être une coquille vide. N'est-il pas désolant de voir que le PSE est systématiquement absent des grands débats sur l'avenir de l'Union ?

Le PSE fonctionne au consensus et, que ce soit pour préserver la paix du ménage ou par crainte d'être minoritaires, beaucoup s'en contentent. En réalité, ce mécanisme non démocratique a pour conséquence la platitude des positions et l'inefficacité de l'action. Certes, il existe de nombreuses difficultés inhérentes au caractère multinational de l'Union : sous l'étiquette social-démocrate ou socialiste, on rencontre des réalités différentes tant au niveau structurel que du point de vue culturel mais nous partageons tous un même héritage - celui des luttes ouvrières -, les mêmes valeurs fondamentales - l'égalité, la liberté, la solidarité -, un même projet - défendre et promouvoir un modèle social garantissant droits et revenu aux travailleurs.

Pour construire une véritable Parti des Socialistes Européens, c'est aux militants eux-mêmes qu'il faut faire confiance. C'est à eux qu'il faut s'adresser, si nous voulons qu'une Europe de gauche voit le jour. Les prises de position d'inspiration sociale-libérale au sein du PSE sont intimement liées à la non-participation des militants socialistes et sociaux-démocrates européens.

Les congrès du PSE ressemblant à des séminaires intergouvernementaux ne servent à rien. Nous voulons un Parti Socialiste Européen en mesure de diffuser l'idéal socialiste, animé par des militants qui se reconnaissent en lui.

Aussi, nous proposons au PSE un changement à la mesure des enjeux de ce 21ème siècle : l'ouverture de débats auxquels participent tous les adhérents de nos partis, mettant en présence des textes transnationaux et fondés sur des orientations politiques. Pour cela, les congrès du PSE doivent devenir de véritables moments de débat démocratique débouchant sur la définition d'une orientation sur les questions européennes et d'une direction élue démocratiquement pour la mettre en œuvre.

Au-delà, le PSE doit inventer des pratiques militantes fédéralistes (une semaine PSE en même temps dans tous nos partis avec des campagnes européennes), et engager des débats notamment avec la Confédération Européenne des Syndicats, les mouvements "antimondialisation " mais aussi les autres partis de la Gauche et des écologistes. Il doit ouvrir de grands forums : les normes sociales dans le monde et en Europe, l'avenir du codéveloppement avec le tiers-monde, la culture européenne..., les thèmes ne manquent pas !

Enfin, nous pensons que le PSE doit clairement assumer comme identité la défense des intérêts des travailleurs et salariés d'Europe. Les évolutions du capitalisme n'ont pas fait disparaître les intérêts antagonistes de classe. Le croire serait naïf mais aussi dangereux car cela reviendrait à laisser les couches populaires de nos pays sans représentation politique face à la volonté de domination accrue du Capital, parfois à les jeter dans les bras de l'extrême-droite xénophobe. Dans le monde aussi, la place des socialistes est au côté de ceux qui subissent l'exploitation, dans les mouvements sociaux qui résistent à la mondialisation libérale et qui luttent pour construire une alternative à l'ordre injuste du monde dans lequel nous vivons.

## PREMIERS SIGNATAIRES

Annick AGUIRE, membre du BN du PS (France)

Christian BATAILLE, député, secrétaire national du PS (France)

Fulvia BANDOLI, parlementaire (Italie)

Juan-Antonio BARRIO, membre du Comité Fédéral du PSOE, Madrid (Espagne)

Delphine BATHO, membre du BN du PS (France)

Yvette BENAYOUN-NAKACHE, député (France)

Gloria BUFFO, parlementaire (Italie)

Valerio CALZOLAIO, secrétaire d'Etat à l'environnement italien

Antonio CANTARO, President du CRS (centro studi ed iniziative per la riforma dello stato)

Jean Louis COTTIGNY, membre du BN du PS (France)

Jean-Maurice DEHOUSSE, député Européen (Belgique)

Manuel DE LA ROCHA, membre du Comité Fédéral du PSOE, Madrid (Espagne)

Harlem DESIR, député au parlement européen, membre du BN du PS (France)

Guy DESOLRE, gouverneur-adjoint du Brabant Flamand (Belgique)

Piero DI SIENA, DS (Italie)

Julien DRAY, député, secrétaire national du PS (France)

Henri EMMANUELLI, député, président de la commission des Finances de l'Assemblée Nationale, membre du BN du PS (France)

Anne FERREIRA, députée au parlement européen (France)

Gérard FILOCHE, membre du BN du PS (France)

Marco FUMAGALLI, parlementaire, coordinateur de "Nuova Sinistra DS" (Italie)

Yann GALUT, député (France)

Vicent GARCES, ancien député du Parlement Autonómico de Valencia (Espagne)

Antonio GARCIA SANTESMASES, ancien député du PSOE, Madrid (Espagne)

Alfiero GRANDI, Secrétaire d'Etat aux Finances (Italie)

Y Ioannis KOUKIADIS, député au parlement européen (Grèce)

Heiko KRETSCHMER, vice-président des Jusos (Allemagne)

Pascale LE NEOUANNIC, membre du BN du PS (France)

Marie-Noëlle LIENEMANN, secrétaire d'Etat au Logement (France), co-Présidente de la République Sociale Européenne

Jean MALOT, membre du BN du PS (France)

Philippe MARLIERE, (Grande-Bretagne)

Isabelle MARTIN, membre du BN du PS (France)

Jean-Luc MELENCHON, ministre de l'Enseignement Professionnel (France)

Patrick MENNUCCI, membre du BN du PS (France)

Andrea NAHLES, député (Allemagne)

Andrés PERELLO, député du Parlement Autonómico de Valencia (Espagne)

Catherine PICARD, député (France)

Bernard PIGNEROL, commission nationale des conflits du PS (France), CA du Club de la République Sociale Européenne

Jacques SANTKIN, député au parlement européen (Belgique)

Juan SOTO RAMIREZ, Adjoint au Maire, Valencia (Espagne)

José Miguel SANCHEZ, membre du CER du PSOE, Salamanca (Espagne)

Laurence ROSSIGNOL, déléguée nationale du PS (France)

Freddy THIELEMANS, bourgmestre de Bruxelles (Belgique)

Michel VERGNIER, député, membre du BN du PS (France)

Alain VIDALIES, député, secrétaire national du PS (France)

Vincenzo VITA, secrétaire d'Etat à la Communication (Italie)

Detlev VON LARCHER, député (Allemagne), co-Président de la République Sociale Européenne

Damian Fenner, Vorstand SP Bern-Süd, Bern

Stéphane Montangero, Militant JS Vaud, Lausanne

Davy Graf, Mitglied SP Zürich 9, Zürich

Mark Roth, Vorstand SP Zürich 4, Gemeinderat, Zürich

Thomas Zimmermann, Vorstand SP Bern-Nord, Bern

Wolf Stettler, Mitglied Geschäftsleitung Juso Schweiz, Zürich

Philipp Müller, membre du Comité Directeur du PSS, Lausanne

Ueli Papritz, Vorstand SP Bern-Süd, Bern

Monika Bolliger, Präsidentin SP Bern-Süd, Bern

Ruedi Keller, Stadtrat SP, Regionalsekretär Gewerkschaft SMUV, Bern

Sarah Müller, SP-Verfassungsrätin im Kanton Zürich, Zürich

Ioannis SOULADAKIS, député (Grèce) PASOK

Pierre-Yves Maillard, Conseiller national PS, Lausanne, Suisse

Adrian Zimmermann, Vizepräsident SP Bern-Süd, Bern, Schweiz

Valérie Garbani, conseillère nationale PS, Neuchâtel, Suisse

Jean-Claude Rennwald, conseiller national PS, Courrendlin (JU), Suisse

Willi Görlach député du Parlement Européen, (Allemagne)

Udo Bullmann député du Parlement Européen, (Allemagne)

Günter Oesinghaus député du Bundestag, (Allemagne)